

Ronds-points et balcons !

Les lieux et les espaces publics jouent depuis toujours un rôle important dans les luttes sociales, quelles qu'elles soient. La rue a toujours été, et est toujours, le lieu essentiel des confrontations et des affrontements. Nombre de ministres ont répété, tel un mantra, que « ce n'est pas la rue qui gouverne ». Les gilets jaunes quand ils ont quitté les ronds-points des périphéries, c'est pour envahir les rues des centres villes.

Ce qu'il convient de souligner, c'est donc le surgissement de deux lieux différents en un laps de temps court. Nous ne reviendrons pas sur l'importance des ronds-points pour les gilets jaunes, l'histoire est connue. Confinée dans ses maisons, ses appartements, la population, celle qui ne travaillait pas, a dû inventer un moyen d'exister socialement, politiquement. Les réseaux sociaux ne jouent que très partiellement cette fonction. Dans le cadre de la période en cours, c'est la fenêtre, le balcon, le devant de porte... qui ont été rapidement le moyen de communication physique, visuel avec le reste de la rue, du quartier. Tout naturellement, c'est de là que sont parties les toutes premières manifestations d'opposition au gouvernement et à sa politique. Le balcon est devenu durant le temps du confinement ce que le rond-point a été pour les gilets jaunes. Le soutien au personnel soignant, en première ligne contre Covid-19, a été le premier acte politique de la période liée à la pandémie ; mais il n'était que la continuation du soutien entamé au mois de mars 2018.

Arrêtons-nous un instant sur des critiques qui ont été formulées à l'encontre des applaudissements le soir à 20h. Pour un certain nombre de personnes, applaudir était un concentré d'hypocrisie pleurnicharde et moralisatrice. Parmi ceux et celles qui applaudissaient, il y avait peut-être, sûrement, des personnes qui n'avaient pas bougé, ni manifesté et encore moins fait grève... Néanmoins, il y avait 65% des français opposés à la réforme de retraites. C'est d'une donnée permanente de la conflictualité politique et sociale qui n'a rien à voir avec le fait d'applaudir celles et ceux qui étaient en première ligne de la lutte contre le Covid-19. Il y a quelques semaines, Yves Calvi, petit « roquet » des médias, parlait de "la pleurniche hospitalière". Dans les premières semaines, on pleurnichait sur les balcons et depuis toujours on pleurniche à l'intérieur de l'hôpital. C'est étonnant de voir comment le verbe pleurnicher, un peu méprisant, peut être utilisé par des personnes si différentes, le « cortège de tête » de Face Book comme ceux qui auraient pu travailler à Radio Paris... Mais les faits vont donner tort aux internautes solitaires assis devant leurs écrans. Les balcons sont devenus, semaines après semaines, des lieux où l'on ne se contente plus d'applaudir mais des lieux dangereux qui génèrent de la garde à vue et peut être des amendes. Il faut détruire, et à Toulouse un procureur zélé veille à cela, cette idée que dorénavant on pourrait afficher des propos revendicatifs à son balcon ; tout comme comme il a fallu détruire les cabanes des ronds-points, à la fois lieux de convivialité et de lutte.

Tout a commencé par des applaudissements et continue par une bataille contre le pouvoir, et Macron en particulier. Le président, justement, était la cible privilégiée des gilets jaunes. Bien des journalistes ont parlé de « gilet-jaunisation » des luttes ; ils l'avaient déjà fait au moment de la bataille des retraites.

Par cette expression, ils veulent signifier que les mobilisations sortent des cadres connus et bien identifiés. Des mobilisations qui partent d'en bas et qui essaient dans toute la société. En définitive, les applaudissements étaient une façon de vérifier qu'il y avait du répondant, que les gens n'étaient pas anéantis, recroquevillés chez eux, tétanisés par la peur du covid-19 et représentaient une accumulation de force pour l'après confinement.

Cela suffira-t-il ? Pas sûr. Car le pouvoir en place va mettre la barre très haut pour annihiler toute forme de révolte. Les mobilisations passées nous ont montré qu'elles s'arrêtaient très souvent en chemin, ne franchissaient pas les obstacles. Nous avons appris aussi que dans les batailles pour la fin du mois et contre la fin du monde, toutes les catégories sociales engagées dans ces batailles n'avaient pas les mêmes intérêts immédiats. Nous ne sommes pas 99% comme le prétendait un célèbre slogan de Occupy Wall Street. Nous sommes beaucoup moins ! 65 % ?

Peut-être avons-nous raté une marche ce 1^{er} mai 2020. Certes, il n'était pas possible d'appeler à des manifestations ou des rassemblements aux lieux habituels. Fallait-il pour autant se cantonner sur les balcons, dument décorés et accompagnés de bruits de casseroles ? Non. Peut-être aurait-il fallu franchir une étape en appelant les citoyens, là où ils habitent, à quitter les balcons pour venir dans la rue, sur les places, en respectant toutes les barrières de sécurité, pour montrer que le déconfinement était proche et que nous sommes toujours là, le pied à l'étrier.

Nous verrons si le 16 mai les gens descendent en masse dans la rue. Mais avant le 16 mai, il y aura le 11 mai, le jour où nombre de parents vont devoir prendre la responsabilité d'envoyer ou non leurs gamins à l'école ; et ceci contre l'avis du comité scientifique. Décider du sort de leurs enfants quand, en même temps, leur patron décidera de leur sort à travers le maintien ou non chômage partiel, c'est difficile. En temps ordinaire, sur le lieu de travail, les salarié-e-s peuvent décider, ou pas, de s'opposer à une décision de leur patron. Là, nous nous retrouvons dans la situation où des milliers de parents sont à la place des salarié-e-s de petites entreprises, devant des difficultés, immenses, pour choisir ce qui est le mieux. Coincés entre la santé de leurs enfants et les fins de mois encore plus difficiles qu'à l'accoutumée. Somme toute, le confinement était facile car l'immense majorité de la population, profondément en colère, l'a accepté. Le déconfinement, c'est autre chose. Parce qu'il combine des éléments contradictoires : revenir à une vie « normale » via la sortie du confinement mais par un chemin qui place cette normalité sous la peur de la pandémie. Le gouvernement, qui merdoie depuis le début de la crise sanitaire et qui met en œuvre un déconfinement au couleur du MEDEF (les gosses à l'école pour faciliter la reprise du travail), augmente la difficulté du choix à faire le 11 mai. Cette difficulté est accentuée par le « transfert » de la responsabilité de l'état vers les parents avec les collectivités locales comme « écran » supplémentaire. Si des enfants, des parents tombaient malades après le 11 mai, la culpabilité retomberait sûr eux (parents et élus locaux) ; et c'est comme cela qu'est organisé, cyniquement, la chaîne des responsabilités...

On aurait pu attendre de la part des syndicats en particulier, mais aussi des partis de « gauche », un positionnement clair, sans ambiguïté sur le 11 mai : ouvrir ou pas les écoles. L'école est la clef du « plan déconfinement » ; le pouvoir et les médias dominants ont exercé une pression terrible sur les enseignants. Il semble malheureusement que les syndicats aient adopté une position qui renvoie aux responsabilités de chacun et chacune, isolé-es dans chaque maison ou chaque appartement. L'orientation du conseil scientifique, préconisant la reprise de l'école pas avant le mois de septembre, aurait dû être le signal pour refuser le déconfinement façon Macron.

Ce manque de clarté, de rigueur de la part des syndicats enseignants ne fait qu'accentuer le malaise des parents salariés qui sont confrontés à un choix « cornélien » : ou bien prendre le risque, qu'ils supportent eux-mêmes, de voir leurs enfants tomber malades ou bien perdre tout ou partie de leur salaire. Un choix impossible donc entre précarité sanitaire ou précarité économique...

L'ampleur de la mobilisation du 16 mai sera en partie déterminée par la mise en œuvre pratique du déconfinement du 11 mai. Si tout se passe bien ou presque, il fera retomber (en partie seulement) la colère ; et le samedi 16 mai, dont on ne sait, à Toulouse comme ailleurs, dans quelles conditions il pourra se tenir, pourrait ne pas être la date de début de l'offensive contre le gouvernement auquel une partie significative de la population veut demander des comptes.

Malgré l'accumulation des fautes du gouvernement et, la gestion calamiteuse des conséquences de la pandémie, avec une confiance en berne avec 65% de la population insatisfaite (pourcentage de même ampleur qu'au moment de la réforme des retraites), ces mêmes 65% ne constituent pas, en soi, une force pour se débarrasser du gouvernement. Ce n'est pas la rue qui gouverne disent les ministres ; mais ce n'est pas l'opinion non plus... L'opinion n'est pas une force, c'est une sorte de rumeur, un point de vue à un moment donné. 65% de mécontents ne font pas 65% de grévistes ni des millions de manifestants. Bon nombre de ces 65% pensent probablement que le renversement du gouvernement, ou bien un changement de majorité, est impossible entre deux mandats à cause de la constitution de la Vème république. Ceci explique, en grande partie, l'engouement pour l'élection présidentielle. Mais, là, un deuxième obstacle se dresse pour les 65% : la multiplication, dans le camp du changement, des candidatures qui rend à son tour le changement improbable. En fait, la constitution de la Vème, c'est du Machiavel presque « chimiquement pur »... Les échecs répétés des forces issues du mouvement social commencent à réduire l'intérêt pour la présidentielle ; et l'élection « ric-rac » de Macron, mal élu mais élu quand même, le montre ; mois après mois, années après années...

Ni grève générale, ni élection. Que nous reste-t-il pour changer le monde ?

